Marseille, le 10 mai 2017

Synthèse des observations du public à la consultation organisée du 12 avril au 4 mai 2017 sur le projet d’arrêté préfectoral relatif à la lutte contre la flavescence dorée de la vigne et contre son agent vecteur en région PACA

I Name de réponses reçues

4 messages au total ont été reçus, qui se répartissent de la façon suivante :

1 message émanant d’une organisation professionnelle agricole (cave coopérative)
1 messages émanant d’un syndicat agricole
2 messages émanant de particuliers (vignerons)

II Synthèse des observations reçues

La synthèse des observations est présentée ci-dessous.

Abréviations utilisées :
OVS : organisme à vocation sanitaire
PLO : périmètre de lutte obligatoire
Obligation de surveillance exhaustive du vignoble en 2017 (2 remarques)

La surveillance du vignoble doit être organisée de façon collective pour être efficace et fiable.

Deux modalités de surveillance sont proposées en 2017 dans l’arrêté préfectoral :
- prospection par des viticulteurs encadrés par des agents de la FREDON (OVS) : notamment dans un rayon de 500 m autour des foyers confirmés par analyse, sur les vignes mères de greffons (hors surveillance opérée par FranceAgriMer) et sur les parcelles de vignes situées dans un rayon de 250 m autour des parcelles de vignes mères de porte-greffe ;
- dans tous les autres cas, prospection « encadrée de niveau 2 » : l’encadrant est dans ce cas un viticulteur ou un technicien local volontaire, identifié, formé, agréé par la FREDON et s’engageant à respecter la « charte de l’encadrant ».

La surveillance exhaustive des vignes dans un rayon de 500 m autour de toutes les parcelles identifiées comme contaminées l’année précédente est déjà imposée par l’arrêté préfectoral depuis 2015, et réalisée sous contrôle de l’Organisme à Vocation Sanitaire (OVS), la FREDON PACA.

Dans les vignes situées en-dehors de ces zones, l’obligation de prospection exhaustive a été discutée à plusieurs reprises, notamment lors de la préparation de l’arrêté de lutte 2016. Le périmètre de lutte obligatoire atteignait environ 55 115 ha en 2016, il atteindra plus de 59 200 ha en 2017, une surveillance exhaustive de cette surface nécessiterait une mobilisation totale de la profession viticole en tous secteurs et des moyens d’encadrement actuellement non disponibles (nombre de volontaires insuffisant pour encadrer les « prospections encadrées de niveau 2 »). Elle a été jugée non réalisable en 2016 notamment par plusieurs contributeurs à la consultation du public réalisée du 13 avril au 4 mai 2016. Il convient cependant de noter que la Chambre Régionale d’Agriculture travaille actuellement à l’élargissement et à la professionnalisation de la prospection. La date d’aboutissement de ces travaux n’est toutefois pas encore connue.

Les plantiers (avant la 3ème feuille), s’ils sont contaminés, expriment très rarement les symptômes. La syrah est reconnue comme le cépage le moins sensible à la maladie, et les parcelles malades sont en règle générale identifiées uniquement dans des environnements très contaminés. Par ailleurs ce cépage présente de nombreux roussissements en fin de saison, ce qui rend sa prospection délicate et lente. La prospection systématique des très jeunes parcelles et des syrah n’est donc imposée que dans les zones foyers (à moins de 500 m d’une parcelle contaminée en 2016) et les environnements de vignes mères, elle est laissé à l’appréciation des encadrants des prospections dans tous les autres secteurs.

Remarque non prise en compte.

Abréviations utilisées :
OVS : organisme à vocation sanitaire
PLO : périmètre de lutte obligatoire
Généralisation de l'obligation de surveillance à l'ensemble du vignoble hors PLO y compris des départements alpins (2 remarques)

Les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes, des Alpes Maritimes et une grande partie du Var se trouvent pour le moment hors PLO, en l'absence de suspicion de présence de flavescence dorée. Conformément à l'article 3 de l’arrêté du 19 décembre 2013 modifié relatif à la lutte contre la flavescence dorée et la vigne et contre son agent vecteur, tout propriétaire ou détenteur de vignes est tenu d'assurer une surveillance générale de celles-ci et de déclarer tout symptôme auprès des services régionaux chargés de la protection des végétaux.

Les signalements sont systématiquement pris en compte et 72 prélèvements pour analyse en laboratoire ont été réalisés hors PLO en 2016 (dont 1 dans les Alpes de Haute Provence, 12 sur les Hautes Alpes, 40 dans Var hors PLO, 19 sur la vallée du Calavon et le sud Ventoux dans le Vaucluse hors PLO).

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette surveillance générale, et d’encourager l’organisation de prospections volontaires hors PLO, des réunions de sensibilisation des viticulteurs et des formations pour les encadrants de prospections « encadrées de niveau 2 » peuvent être organisées à la demande, comme cela a déjà été le cas pour plusieurs secteurs hors PLO en 2015 et 2016. Des prospections ont d’ores et déjà commencé hors PLO à l’initiative de viticulteurs, en autonomie ou avec l’encadrement de la FREDON :
- Hautes Alpes : 58,5 ha prospectés soit 48 % du vignoble
- Var hors PLO : 720 ha prospectés principalement sur les secteurs de Bandol et de Hyères
- Vaucluse hors PLO : 75 ha prospectés sur la vallée du Calavon, 54 ha sur le sud Ventoux

Le projet d’arrêté préfectoral prévoit d’imposer une obligation de surveillance hors PLO de façon progressive, celle-ci concernera en 2017 les vignes situées à moins de 500 m d’une vigne mère de porte-greffe ou de greffons (17 communes concernées dans les Hautes Alpes, les Alpes Maritimes, le Var et le Vaucluse) ainsi que 5 % au minimum de la SAU viticole des communes du Var situées hors PLO, en complément des obligations précédentes.

Remarque partiellement prise en compte.

Définition du nombre de traitements contre la cicadelle vectrice de la flavescence dorée : possibilité de limiter les secteurs traités à des zones très proches des foyers identifiés, conditionnement de la seconde intervention au niveau de population du vecteur estimé par comptages (2 remarques)

Abréviations utilisées :
OVS : organisme à vocation sanitaire
PLO : périmètre de lutte obligatoire
Le nombre d’interventions (de 0 à 3 traitements) est raisonné au cas par cas, à l’échelle communale ou infra-communale si nécessaire, selon une analyse de risque prenant en compte notamment la présence et l’ampleur des foyers sur la commune et dans ses environs immédiats, le niveau de surveillance du vignoble et les populations d’insectes vecteurs lors de la campagne précédente. La situation de chaque secteur est révisée tous les ans en fonction des résultats de la surveillance.

Limiter les interventions insecticides, de façon systématique, à un rayon de quelques centaines de mètres autour des parcelles infectées ne suffit pas à contenir l’extension de la maladie.

L’historique des suivis réalisés dans le nord du Vaucluse montre en effet la diffusion de l’insecte vecteur et de la maladie bien au-delà de cette distance et des capacités connues de déplacement naturel de l’insecte, jusqu’à 5 km dans le cas de foyers de taille moyenne (cas des foyers de Vaison la Romaine – Séguret), jusqu’à 8 km pour les foyers les plus importants (cas des foyers de Mirabel aux Baronnes – Puyméras – Faucon). La maladie incubée sur les ceps pendant au minimum un an avant l’expression de symptômes, et continue à s’étendre à partir de ces foyers invisibles si le vecteur est présent.

C’est la raison pour laquelle la lutte insecticide est nécessaire bien au-delà des 500 m autour des foyers identifiés, afin d’anticiper sur la découverte de nouveaux cas.

Par ailleurs, conditionner la réalisation du second traitement larvicide à un comptage larvaire ne nous semble pas pertinent : en effet la fiabilité de ce comptage n’est pas garantie, la population de cicadelles diminuant naturellement à cette période, par effet conjoint de la dilution dans le feuillage (période de forte poussée de la vigne) et du passage au stade adulte des 1res cicadelles émergées début mai.

Remarques non prises en compte.

**Mise en œuvre d’un plan de gestion des parcelles non entretenues (2 remarques)**

Le recensement des parcelles de vignes non entretenues a été demandé aux équipes réalisant les prospections du vignoble depuis la campagne 2015. En-dehors de cet inventaire, tout signalé de parcelle abandonnée au SRAL ou à la FREDON est également enregistré.

Sur la base de ce recensement, le SRAL réalise une expertise complémentaire sur le terrain avant d’engager une procédure à l’encontre des propriétaires ou des exploitants de ces parcelles (demande de justification des traitements insecticides obligatoires sur la parcelle, arrachage à défaut).

Les secteurs les plus contaminés ont été ciblés en priorité, l’envoi de courriers a commencé début 2016 et a donné lieu d’ores et déjà aux premiers arrachages dans les Alpilles et dans le nord Vaucluse.

**Abréviations utilisées** :
- OVS : organisme à vocation sanitaire
- PLO : périmètre de lutte obligatoire

Remarque prise en compte.

**Nécessité de rendre obligatoire le traitement à l'eau chaude des plants de vignes (2 remarques)**

Compte tenu de l'importance la pépinière en PACA, la décision relative à l'obligation de traiter à l'eau chaude des bois et plants de vigne destinés à être plantés, n'a pas été prise au regard des bons résultats de la surveillance mise en œuvre en 2014, 2015 et 2016 sur les vignes mères (prospection exhaustive des vignes mères de greffons depuis 2014 ; prospections autour des vignes mères de porte-greffe sur un rayon de 250 m).

Lorsqu'un foyer est détecté dans l'environnement d'une vigne mère, une analyse de risque est menée et conduit le cas échéant à une obligation de traitement à l'eau chaude du matériel végétal issu de la parcelle. Les critères pris en compte comprennent la taille et l'ancienneté du foyer (souche isolée / foyer récent ou souches nombreuses / foyer plus ancien), la distance à la vigne mère, le taux de prospection des vignes hors production de bois et plants sur le secteur, les populations de vecteurs. En 2017, suite à l'exploitation des résultats de la campagne 2016, cette analyse de risque a conduit au traitement à l'eau chaude du matériel issu de 5,8449 ha de vignes mères de greffons (soit 2,05 % de la surface de vignes mères de greffons de la région) et de 22,8882 ha de vignes mères de porte-greffe (soit 2,44 % de la surface de vignes mères de porte-greffe de la région).

Lorsqu'un foyer est détecté sur une vigne mère de greffons, celle-ci est suspendue pour une durée minimale de 2 ans ; le matériel issu de cette vigne mère prélevé un an avant, greffé et élevé en pépinière pendant la campagne précédente, est soumis à un traitement à l'eau chaude avant commercialisation. Ce traitement a concerné, début 2017, 328 513 greffés soudés commercialisables.

Néanmoins, la décision de généraliser le traitement à l'eau chaude pourrait être prise pour les plantations 2018 en fonction des résultats de la surveillance exhaustive des vignes mères en 2017 et de leurs environnements, si de nouveaux foyers étaient mis en évidence. L'obligation de prospection systématique des environnements de 500 m autour des vignes mères de porte-greffe est précisée dans l'arrêté préfectoral.

Le traitement à l'eau chaude peut être réalisé par un prestataire de service implanté dans la principale zone de production de bois et plants de la région, équipé depuis début 2015 d'une installation agréée par FranceAgriMer permettant le traitement à l'eau chaude des boutures ou des greffés-soudés.

**Abréviations utilisées :**
OVS : organisme à vocation sanitaire
PLO : périmètre de lutte obligatoire
Remarques non prises en compte.

Nécessité de communication massive du SRAL et des Chambres d'Agriculture concernant la formation des encadrants (2 remarques)

La formation des encadrants est réalisée par la FREDON pour les secteurs en périmètre de lutte obligatoire (PLO), par la FREDON ou le SRAL hors PLO.
L'information est largement diffusée depuis la mise en œuvre du dispositif en 2015, et relayée par de nombreuses structures professionnelles, dont les Chambres d'Agriculture.
Près de 300 encadrants ont été formés en 2015, 311 en 2016, 75 depuis début 2017 (dont 12 viticulteurs du secteur de Bandol). De nouvelles formations seront organisées d'ici la fin de l'été, selon les demandes (1 seul inscrit à ce jour).

Remarque déjà prise en compte.

Respect d'une zone non traitée, en particulier pour protéger les points d'eau (2 remarques)

Au regard de l'évaluation sanitaire du risque, de l'énorme majeur pour la viticulture et du classement du danger sanitaire en catégorie 1, les dispositions prouvées par l'arrêté ministériel du 4 mai 2017 relative à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article du L 253-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime ont été mises en œuvre.

Remarque non prise en compte.

Demande de mesures d'accompagnement sur les fonds FranceAgriMer pour les parcelles faisant l'objet d'un arrachage obligatoire (2 remarques)

La décision INTV-GPASV-2014-91 du 27 mars 2015 relative aux conditions d'attribution de l'aide à la replantation de vignes pour des raisons sanitaires ou phytosanitaires en application de l'OEM viticole pour le programme d'aide national 2014-2018 prévoit des mesures d'accompagnement.
L'aide à la restructuration et à la reconversion du vignoble est une des mesures retenue dans le cadre du programme national d'aides de l'OEM viticole 2014-2018. Cette aide a pour objectif d'accroître la compétitivité des exploitations viticoles en favorisant diverses adaptations du

Abréviations utilisées:
OVS : organisme à vocation sanitaire
PLO : périmètre de lutte obligatoire
vignoble. L'introduction de cette mesure dans le programme d'aide national permet de couvrir la replantation des vignobles après arrachage obligatoire pour des raisons sanitaires ou phytosanitaires. Cette décision permet d'en fixer les règles générales pour les plantations à réaliser à compter du 1er janvier 2015.

La reconversion sanitaire permet d'accompagner une replantation après arrachage faisant suite à une notification préfectorale d'arrachage obligatoire suite à contamination par la flavescence dorée de la vigne soumise à des mesures de lutte obligatoire.

Il est aussi possible d'utiliser le dispositif de restructuration classique sous réserve de respect des modalités prévues, notamment entrer dans le cadre d'une activité de restructuration ouverte pour la dénomination replantée (ex : reconversion variétale). Dans ce cas, il est possible de bénéficier d'indemnité de perte de recettes, ce qui n'est pas le cas en utilisant le dispositif de reconversion sanitaire.

Remarque prise en compte.

**Cas particulier de la commune de La Tour d'Aigues (1 remarque)**

De façon générale, l'obligation de traitement prend en compte la connaissance de la situation sanitaire de l'année N-1 et l'historique des prospections.

Le conseil d'administration de la cave coopérative Valdèze à La Tour d'Aigues a voté à l'unanimité la demande d'obligation d'effectuer 1 traitement insecticide contre la cicadelle de la flavescence dorée sur son territoire. Ses adhérents se situent sur les communes de La Tour d'Aigues, La Motte d'Aigues, la Bastidonne, St Martin de la Brasque, Pertuis, Mirabeau, Grambois, Beaumont de Pertuis et Ansouis, pour une surface totale de 2600 ha environ.

Les communes d'Ansouis et Pertuis, situées à proximité des foyers de Cadenet, font déjà partie de la zone à 1 traitement obligatoire depuis 2015.

Les prospections mises en œuvre depuis 2015 n'ont pour l'instant pas mis en évidence l'existence de foyers de flavescence dorée sur l'ensemble de ces communes. Le foyer connu le plus proche est situé sur le sud de Vaugines, à plus de 5 km de La Tour d'Aigues (commune la plus proche située en secteur non traité).

Les populations de vecteurs sont globalement faibles. Dans une optique de préservation de l'environnement (qualité de l'eau, limitation des impacts sur les auxiliaires de la vigne et les pollinisateurs), de protection de la santé publique et de celle des viticulteurs, il n'est pas apparu pertinent de réaliser un traitement préventif contre le vecteur de la flavescence dorée à une échelle aussi large, sans autre critère de risque objectif. Les parcelles identifiés comme porteuses de symptômes de jaunisse en 2016, et qui n'ont pas pu être prélevées pour analyse en

Abréviations utilisées :
OVS : organisme à vocation sanitaire
PLO : périmètre de lutte obligatoire
laboratoire, devront en revanche faire l'objet d'un traitement préventif complété par une suivi particulier afin de vérifier l'arrachage effectif des souches marquées en 2016 et l'absence de nouvelle souche symptomatique en 2017.

Remarque partiellement prise en compte.

**Cas particulier de la commune de Violès (1 remarque)**

La commune de Violès est située en PLO depuis 2014. Les prospections n'ont démarré qu'en 2016, avec 51,3 ha prospectés sur 1055 ha au CVI, soit environ 5 % du vignoble. La situation sanitaire du vignoble vis-à-vis de la flavescence dorée est donc inconnue à 95 %. Des comptages de larves de cicadelles ont été effectués au printemps (montrant des populations faibles), mais les suivis des populations de cicadelles adultes n'ont pas été réalisés en 2016 (0 pièce suivi sur les 25 demandés). Le risque est d'autant plus élevé qu'une première parcelle contaminée a été signalée en 2016 sur le sud de la commune (1 souche), et que deux communes voisines sont contaminées (Sablet, Jonquières).

Remarque non prise en compte.

La chef du Service Régional de l’Alimentation,

[Signature]

V. FAJARDI

**Abréviations utilisées :**
- OVS : organisme à vocation sanitaire
- PLO : périmètre de lutte obligatoire